

LA MARNE OUVRIERE

Organe officiel de l'Union des Syndicats CGT de la Marne - Rédaction/Administration -

15, bd de la Paix - 51058 REIMS Cedex - Tél.: 03.26.88.23.04 - Directrice de la Publication : Marilyn HOMON

 N° 421 Juillet / Août 2018 CPPAP 1221 S 06066 - Imprimé par nos soins - Prix 0,50 ℓ

Retrouvez toutes les actualités sur le site de l'UD : www.udcgt51.fr

Tous d'accord...

Édito

Au service du grand capital, le monarque Macron et sa cour, disloquent avec méthode notre système de société unique créé au lendemain des grands mouvements de 1936, amplifié par le Conseil National de la Résistance après la seconde guerre mondiale et les grandes grèves victorieuses de 1968.

La pauvreté gagne du terrain, plus de 9 millions de français vivent avec moins de 1 000€ par mois, toujours au profit du plus petit nombre, occasionné par le chômage (+ 0,1% cat. A à fin juin 2018, soit 3,2 millions de personnes), les emplois précaires ou le sous-emploi (+ 4,3 % soit 2,2 millions de personnes à juin 2018), des salaires qui permettent tout juste de survivre, une diminution drastique des aides aux personnes en difficulté, les ponctions sur les retraites...

Associée à toutes les mesures néfastes sur la protection santé, à l'allongement nocif de la vie au travail, aux hausses sur les énergies, à la suppression des services publics (la Poste, les hôpitaux, la SNCF..), à la casse du code du travail, la pauvreté s'installe dans les foyers, jeunes ou moins jeunes, avec un regain chez les femmes.

La « pauvreté intellectuelle » s'installe simultanément faute d'accessibilité aux loisirs, l'impossible insertion sociale et professionnelle, l'inaccessibilité à l'éducation et à la formation, l'inaccessibilité au logement, etc conduisant à la montée du populisme, du racisme et donc de la violence et de l'insécurité.

Le droit au travail et à un salaire digne de ce nom sont nécessaire au développement de l'individu et la CGT ne cessera de le répéter :

Le travail n'est pas un coût, seul le capital est un coût

- 20 milliards d'euros par de CICE ont été offert au grand patronat pour créer 1 million d'emplois, promis par l'illustre Gattaz et bien sûr toujours inexistants.
- 200 milliards d'aides publiques distribuées aux entreprises sans retour de créations d'emplois.

Seul le monde de la finance est rétribué. Le débat doit être engagé auprès des salariés, des syndiqués.

Tous d'accord donc et tous ensemble pour continuer la lutte contre la politique la plus antisociale vécue ces 30 dernières années.

Le plan de syndicalisation distribué aux organisations syndicales est un outil de lutte, tout comme la formation syndicale et les différentes manifestations ou rassemblements comme prochainement notre premier rendez-vous de rentrée, celui prévu le 31 août lors de l'inauguration de la Foire de Châlons-en-Champagne.

Béatrice LE PERRUN Secrétaire UD Marne

DÉPOSÉ LE 08 AOÛT 2018



Sommaire

- Page 1 : édito
- Page 2:
 - Bla bla autour de la pauvreté, aucune mesure pour en sortir!
 - À vos agendas
- ▶ Page 3 :
 - La précarité dans la Marne
 - Honneur aux victimes de Remafer
- Page 4 :
 - Mouvement de grève chez Omya Omey le 26/27 juin 2018
 - brèves

Bla Bla autour de la pauvreté, aucune mesure pour en sortir!



Dans un article du journal l'Union on apprend rien mais au moins c'est dit, la pauvreté plombe la région et donc la Marne.

Les constats, bien tristes, sont faits et en parallèle on oublie de mettre en comparaison les données sur la richesse. Nous parlons des vrais riches, ceux qui se partagent des dividendes sur le dos des richesses créées par la production des travailleurs.

La pauvreté touche des milliers de salariés et de retraités pour autant aucune mesure n'est prise pour les en sortir. Trop de pauvres pensent qu'on ne peut rien faire et prennent ce fléau comme une fatalité.

Dans la même période, Macron et son gouvernement repoussent l'échéance des débats sur le sujet privilégiant d'autres, certes plus joyeux comme la victoire de l'équipe de France au foot.

Comment sortir d'un constat et agir ?

La pauvreté génère l'isolement parfois la honte, il est donc important d'agir collectivement. Ce n'est que par une prise de conscience collective que les choses peuvent changer.

La perte d'un emploi augmente le risque de pauvreté. Il est donc important de se battre dans les entreprises et les services publics pour développer l'emploi.

Le manque d'informations concoure au renoncement. La diffusion de tracts dans les entreprises et en dehors est donc importante.

C'est pour toutes ces raisons que la CGT se bat pour lutter contre ces inégalités.

S'unir pour agir est une urgence et la CGT a des propositions et des revendications :

- Droits pour tous au logement, à la santé, à l'énergie, à l'éducation et à la culture, aux transports, à l'emploi et à la formation.
- Augmentation du SMIC à hauteur de 1 800 €
- Augmentation des retraites
- Revalorisation des minimas sociaux en bloquant le cercle vicieux du démantèlement progressif des droits sociaux universels
- Abrogation de la loi travail
- Abrogation de la loi SNCF
- Réformer la fiscalité,
- ⇒ Etc...

On voit bien que ce n'est pas le chemin pris par Macron et le Medef qui préfèrent s'occuper des riches.

Les élus et représentants CGT dans les entreprises, les militants des Unions Locales et l'Union Départementale sont disponibles pour débattre de ce fléau qu'il est possible de dépasser.

C'est l'implication de chacune et chacun d'entre nous qui rendra possible cette ambition.

Pour la CGT, il n'y a pas de trêve estivale.

La rentrée sociale débutera dans la Marne le 31 août 2018 à 10 h par un rassemblement devant le Capitol à Châlons en Champagne. Elle sera suivie par une assemblée de rentrée le 6 septembre 2018 à 10 h 30 à la Foire de Châlons.

Enfin, les syndicats décideront certainement des luttes à venir qui devront être puissantes pour faire plier le gouvernement et gagner une justice sociale.

Sabine DUMENIL



Rassemblement inauguration Foire de Châlons

Le Vendredi 31 août 2018 devant le Capitol à Châlons en Champagne

Assemblée de Rentrée de l'UD CGT 51

Le Jeudi 06 septembre à 10 h 30 à la Foire de Châlons Thématique : les services publiques pour qui ? C'est quoi ?



La Marne Ouvrière page 3

La précarité dans la Marne

Lorsque l'on parle de précarité, il faut prendre en compte tous les éléments qui ne constituent pas un vrai emploi (stable et rémunéré) selon les conventions collectives ou accords d'entreprise. On ne retiendra pas les CDD dans cette étude, mais il faudra traiter prochainement des contrats courts, chers à l'ubérisation de Macron.

Le chômage dans la Marne :

Catégorie A (fin avril 2018): 28 140 demandeurs d'emploi soit 10 % du chômage dans le Grand Est.

La catégorie A représente les demandeurs d'emploi immédiatement disponibles pour la recherche d'un emploi.

Par rapport à 2017, la situation est légèrement supérieure à 2016.

Ce qui veut dire que tous les dispositifs revendiqués par le patronat n'ont pas eu d'effet sur l'emploi, bien au contraire puisque l'emploi industriel continu de chuter inexorablement comme le montre les exemples de chez Itron, boeringer...

À la catégorie A, il faut ajouter les catégories B-C-E qui accélèrent la précarité puisque ce sont les personnes inscrites en activité réduite (78 h par mois) et plus de 78 h par mois san être à temps complet et les contrats aidés pour la catégorie E.

En conséquence, toutes les mesures CICE, accord de productivité, accord de compétitivité, loi travail XXL et les modifications de le représentativité des personnels n'ont eu

aucun effet sur l'emploi, même pire puisque les catégories B-C-E continues d'augmenter tout en permettant au patronat d'améliorer ses fonds propres, ainsi que ses marges.

En conséquence, la précarité dans la Marne peut se mesurer ainsi :

Catégorie A : 28 140
Catégorie B : 6 510
Catégorie C : 2 350
Catégorie E : 3 700

Total: 40 700 privés d'emploi concernant ceux inscrits à Pôle Emploi auxquels il convient d'ajouter: 4 170 ASS c'est-à-dire ceux qui n'ont plus de droits ou épuisés leurs allocations chômage.

Ce chiffre n'ira qu'en augmentant du fait de la nouvelle convention UNEDIC qui prévoit une réduction financière des droits tous les 6 mois accélérant le principe de la fin de droit puisque la durée des droits a été réduite (merci les signataires, sauf la CGT).

A tout cela, il faut ajouter également 13 688 bénéficiaires du RSA soit <u>58 558 précaires</u> dans le département de la Marne, <u>soit 9,58 %</u> du total de la région Grand Est.

Michel DUVAL

Honneur aux victimes de Remafer



Les camarades du syndicat CGT des retraités Remafer se sont réunis le 07 mai 2018 afin d'honorer les victimes des nazis allemands de la guerre 1939-1945.

La cérémonie a eu lieu au cimetière de l'Est à Reims, à l'endroit où la plaque commémorative a été posée l'année dernière au bout de 15 ans de palabres

avec les différentes municipalités, pour trouver un endroit afin que l'on puisse se recueillir.

la guerre de 1939-1945 entre autre le secrétaire fondateur du syndicat CGT, Pol SHLEISSE, qui a été fait prisonnier à l'usine, puis fusillé dans les Ardennes.

Environ quinze camarades étaient présents. Nous avons déposés une gerbe, et nous avons fait un appel aux morts, puis une minute de silence.

Malgré la fermeture de l'usine depuis plus de 20 ans nous n'oublions pas nos camarades qui se sont battus pour notre liberté. Nous le ferons tous les ans autour du 8 mai.

Le secrétaire du syndicat CGT retraités Remafer, Lionel ROSSO La Marne Ouvrière page 4

Mouvement de grève chez OMYA OMEY le 26/27 juin 2018



Depuis plusieurs réunions CE/DP, la Direction nous répondait à coté de nos demandes mises à l'ordre du jour.

Elle faisait semblant de ne pas comprendre nos questions : ce n'était jamais de leur faute.

Après avoir mis en place un QCM pour le service Production / Expédition pour valoriser les acquis, lors de ces réunions, la direction nous annonce que c'est elle qui choisirait les opérateurs susceptibles de changer de niveau/échelon depuis plus de 5 ans.

ATTENTION CAMARADE, LA POLYVALENCE BLOQUE BEAUCOUP DE PERSONNEL QUI FONT LE MEME TRAVAIL!

Lors de la réunion de classifications du 20 juin, la Direction n'a pas répondu à nos questions et reste vague sur les questions posées.

Nous avons quitté cette réunion en colère et réuni le personnel vendredi 22 juin pour leur restituer les discussions houleuses avec la Direction.

Le personnel a voté pour un mouvement de grève dans la semaine suivante et le syndicat a bloqué le site d'OMEY le mardi 26 juin à 04 h 00.

Distribution du tract revendicatif et flyers confédéraux à toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs du site sur le parking.

La Direction n'est venue nous voir que l'après-midi pour nous remettre une feuille qui nous proposait un accord de sortie de grève. Après lecture et relecture aux camarades grévistes de cette lettre remplie de sous-entendus, de virgules, d'embauches pas avant 2026, aucune bonne réponse sur nos revendications premières, nous avons rejeté cette feuille et reconduit la grève.

Une heure après le DRH France m'appelle, en tant que DS du site, pour me faire une proposition de faire sortir les camions chargés, prisonniers à l'intérieur du site et je lui réponds « ok mais avec 3 embauches au mois de septembre 2018 par rapport au nombre d'intérimaires sur le site ».

Le DRH France nous signe un accord de 3 embauches pour septembre et reprise des négociations le lendemain matin.

Pour ces 36 heures de grève, le syndicat a obtenu :

- 3 embauches de CDI pour septembre : 1 agent de maintenance, 1 employé de laboratoire, 1 opérateur de conditionnement.
- Une nouvelle commission de classification et réunion en décembre.
- Un audit va être fait sur le service maintenance car l'ambiance est houleuse dans ce service,
- Une étude de classification pour le personnel maintenance en décembre.
- Disparition du jour de carence maladie pour le 1er collège.
- \$ 1,5 jours de grève payés.

Voila camarade, tous dans la lutte ... Tous ensemble ont réussi!

Luc RAGUENET DS du site d'OMYA à Omey

Brèves

Foire de Châlons en Champagne du 31 août au 10 septembre 2018

Comme chaque année, un stand CGT sera présent à la Foire de Châlons, une occasion pour nous de communiquer avec le public.

Cela demande de l'investissement militant durant ces 10 jours.

N'hésitez donc pas à vous inscrire sur le tableau que vous avez reçu et de le faire remonter à l'UD.

Plan de visite des syndicats

La Commission Exécutive de l'UD réunie le 02 juillet 2018 a décidé d'un plan de visite de syndicats cet été, qui devra se poursuivre ensuite.

L'Union Départementale doit être une aide pour les syndicats, c'est donc l'objet de ces visites bien appréciées.